

**Laura KOKKO**

Coordinatrice de projet « Futures africaines » de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne

# L'Afrique de l'avenir : les tendances clés d'ici à 2025

## Introduction

Il y a de fortes indications, que l'importance mondiale de l'Afrique va augmenter à l'avenir. En 2045, environ un quart de la population mondiale sera africaine et la croissance économique du continent pourrait également dépasser la moyenne mondiale. Ces développements s'accompagnent d'une affirmation croissante de la part des pays africains, des institutions et des citoyens, qui prennent de plus en plus l'initiative de définir l'avenir de l'Afrique, quoi qu'il soit un leadership accru des organisations régionales dans les politiques économiques ou sécuritaires ou l'activisme des mouvements de jeunesse et la croissance des pôles d'innovation. Mais les pays africains connaîtront également de grands défis, et c'est surtout la capacité et la volonté des gouvernements africains de gérer ces obstacles, qui détermina le cours de l'avenir de l'Afrique.

L'objectif de cet article est de réfléchir sur les grandes tendances, qui vont orienter l'avenir dans la prochaine décennie. Il est basé sur le projet « *Futures africaines* » de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), qui s'est déroulé de l'octobre 2016 au septembre 2017 et visait à explorer des scénarios futurs de l'Afrique à court et à moyen

terme. En adoptant un processus explicitement consultatif et coopératif, le projet a bénéficié de nombreuses formes de soutien par les autres organisations de recherche, tels que l'Institut royal des relations internationales (EGMONT), Scuola Superiore Sant'Anna (SSSA), OCP Policy Centre (OCPPC), Open Society European Policy Institute (OSEPI), Institute for Security Studies (ISS), Chatham House et Compagnia di San Paolo.

L'EUISS a publié en octobre 2017 le rapport final du projet « *Futures africaines* » en anglais et cet article est un résumé des analyses publiés auparavant dans ce rapport<sup>1</sup>. Le rapport final est une collection des tendances, que les experts du projet considèrent les plus significatifs pour l'avenir économique, politique et sécuritaire de l'Afrique<sup>2</sup>. En d'autres termes, le rapport ne cherche pas à dresser un tableau exhaustif de toutes les tendance possibles et fait une distinction entre les *facteurs de changement* — tels que le changement climatique, le développement technologique ou les politiques économiques internationales — et les *tendances*, qui sont façonnées et alimentés par les facteurs de changement. Il sera ainsi plus facile à analyser les tendances futures ainsi que les mesures politiques, que les Etats et les organisations internationales et régionales puissent prendre pour gérer les développements de l'avenir.

## La disparition des chefs d'Etat aux mandats à rallonge

Le paysage de la gouvernance politique en Afrique subsaharienne s'est renforcé sur plusieurs fronts depuis la « troisième vague de transitions » des années 1990, mais la consolidation de la démocratie reste fragile et le développement démocratique a été irrégulier dans la région. Les

---

1 L'article original est accessible sur le site internet de l'EUISS à l'adresse [https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Report\\_37\\_African%20futures.pdf](https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Report_37_African%20futures.pdf)

2 Le rapport final du projet « *Futures africaines* » est rédigé par les rapporteurs Valérie Arnould et Francesco Strazzari et inclut des contributions de Laura Kokko, Gerald Stang, Alexandra Tor, Alice Vervaeke et Alex Vines.

coups d'Etat sont devenus plus rares et les élections sont devenues le moyen principal de transition de pouvoir, mais la qualité des élections varie beaucoup et la violence électorale est répandue. Les transitions au multipartisme ont créé des régimes hybrides, systèmes politiques, qui combinent des traits démocratiques et autoritaires.

Malgré l'expansion du multipartisme dans le continent, les chefs d'Etat africains ont tendance à rester au pouvoir longtemps. Actuellement, 30% des Etats africains sont gouvernés par les chefs d'Etat aux mandats à rallonge (c'est-à-dire un chef d'Etat qui a resté au pouvoir plus que 10 ans, sauf si la constitution permet des termes plus longs que 5 ans). De plus, une des sept monarchies absolues toujours existantes dans le monde se trouve en Afrique (Swaziland). Avec Asie centrale, l'Afrique est la région, qui compte le plus grand nombre des dirigeants de longue date et ils restent au pouvoir plus longtemps que dans les autres continents.

Ce phénomène va à l'encontre de la reconnaissance croissante du principe des limites du mandat présidentiel, comme inscrite dans la *Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance* (2007) de l'Union africaine. Malgré la vague de la démocratisation des années 1990, aujourd'hui seulement 11 Etats subsahariens ont une constitution, qui inclut une limite des mandats présidentiels<sup>3</sup>. En outre, les dirigeants africains ont eu recours à des moyens douteux de « l'ingénierie juridique » pour rester au pouvoir, comme l'organisation des referendums, l'usage des tribunaux pour légaliser une troisième terme ou la réinitialisation du compteur à zéro une fois que la constitution a été changé.

Cependant les chefs d'Etat aux mandats à rallonge vieillissent. Dix des quatorze dirigeants de longue date toujours en pouvoir en Afrique sont âgés de 65 à 92 ans et la plupart d'entre eux se retireront ou disparaîtront au cours de la prochaine décennie. Cette situation donne plus de chances à l'opposition de gagner aux élections, mais les expériences passées en Afrique et ailleurs ne nous laissent pas espérer plus de démocratisation. En effet, la trajectoire la plus probable est la persistance de *statu quo*, la transition étant gérée intérieurement par l'élite dirigeante — même dans les cas, où ce dernier est divisé entre factions rivales.

---

3 Cap Vert a une limite de trois mandats et non pas deux.

Même dans les cas, où la disparition d'un dirigeant aux mandats à rallonge est suivie par l'organisation des élections, cette trajectoire s'avère souvent éphémère et a une tendance de ne pas apporter de changements substantiels au régime en question.

Néanmoins, il existe des exceptions. L'alternance politique est plus probable dans les régimes des partis politiques dominants (comme l'Angola et le Soudan) que dans les régimes personnalisés (comme l'Erythrée ou le Guinée équatoriale). Le changement durable est aussi plus probable, quand il suit des protestations populaires (comme ce fut le cas au Burkina Faso) et pas un décès du président au pouvoir ou une succession de pouvoir orchestrée en interne. Vu que les régimes du parti politique dominant sont plus répandus que les régimes personalistes en Afrique, la prochaine décennie offrira de plus grandes possibilités de changement démocratique à la disparition des chefs d'Etat aux mandats à rallonge.

L'effondrement du régime autoritaire suscite souvent des inquiétudes de l'instabilité politique. Les expériences passées nous permettent pourtant à rester optimiste : depuis les années 1990 les successions suite à la disparition des chefs d'Etat aux mandats à rallonge se produit de plus en plus conformément aux dispositions constitutionnelles et sont suivis par élections, tandis que les coups d'Etat ou les nominations par l'armée sont devenus moins fréquents. Toutefois, les Etas avec un régime personnalisé ou qui ont connu un conflit armé récemment ont un risque plus élevé d'instabilité et violence. Sur cette base, les pays comme le Cameroun, le RDC, la République du Congo ou le Tchad sont en fait au très haut risque de rupture violente, si leur chef d'Etat disparaît.

En plus, l'influence décroissante des « leaders de la libérations » permettra les organisations régionales et sous-régionales du continent de promouvoir la bonne gouvernance et l'état de droit. Les interventions récentes de la CEDEAO en réponse aux crises politiques du Burkina Faso, de la Gambie et du Niger illustrent, comment les organisations régionales peuvent jouer un rôle central dans la promotion de la démocratie et la bonne gouvernance.

Il est néanmoins peu probable que les dirigeants de longue date disparaîtront complètement en Afrique. Les tentatives des chefs d'Etat de contourner les limites de mandats restent fréquents, comme récemment illustré par les actualités du Burundi, du Cameroun, du Djibouti, du

Gabon, de l'Ouganda, de la République du Congo, du Tchad et du Togo. A l'heure actuelle, nous assistons donc à un rétablissement du pouvoir des chefs d'Etat, un processus de retour en arrière, qui pourrait ouvrir la voie à l'émergence de nouveaux dirigeants aux mandats à rallonge. Deux éléments peuvent toutefois constituer des facteurs contraignants pour cette tendance : la contestation populaire croissante et le besoin perçu par les dirigeants d'organiser des élections afin de légitimer leur pouvoir.

## **L'environnement sécuritaire de mille-feuille**

L'Afrique d'aujourd'hui est plus pacifique qu'il ne l'a jamais été dans l'époque postcoloniale. Cependant, depuis 2010, la violence augmente dans le continent, bien que les niveaux actuels restent inférieurs à ce qu'ils étaient à leur sommet dans les années 1980 et 1990. En 2016, quatre de dix conflits les plus meurtriers du monde se trouvaient en Afrique (le Nigéria, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud) et les sous-régions les plus exposées actuellement sont l'Afrique de l'Est, l'Afrique centrale et deux zones de l'Afrique de l'Ouest (le Sahel et le bassin du lac Tchad). En d'autres termes, malgré la tendance à long terme du déclin du conflit armé, l'Afrique continuera d'être le théâtre des conflits armés et des violences.

Ces violences se déroulent dans un contexte, que nous appelons un « paysage de sécurité de mille-feuille », une tendance assez constante au cours des dernières décennies, qui persistera dans l'avenir. Ce paysage comporte trois composants principaux :

### **1) Les conflits intra-étatiques régionalisés**

Les interventions des pays voisins dans les conflits intérieurs d'autres pays ont été fréquentes en Afrique. Depuis les années 1990, les groupes rebelles ont également un caractère de plus en plus transnational : elles ont établis des refuges transfrontaliers et ont eu le recours au commerce illicite ou banditisme transfrontalier ainsi qu'aux réseaux de soutien transfrontaliers. Une dimension

internationale s'est également superposée à la dynamique des conflits nationaux et régionaux par l'intervention directe ou indirecte des Etats étrangers, comme les interventions répétées des Etats-Unis en Somalie dans les années 1990 ou les récentes opérations militaires de la France au Sahel.

Jusqu'à présent, les interventions des pays voisins ont été principalement motivées par les préoccupations concernant le débordement des conflits internes plutôt que par les conflits frontaliers en tant que tels. Toutefois, à plus long terme, une concurrence accrue sur les ressources causée par le changement climatique, les pressions de l'eau et la croissance démographique pourrait imposer des contraintes supplémentaires aux contestations frontalières entre Etats.

## **2) La coexistence de la violence étatique et non-étatique**

Il n'est pas rare que dans un même conflit, les affrontements entre les forces de l'Etat et forces non-étatiques se déroulent simultanément avec des combats entre diverses forces non-étatiques. Les combats entre diverses forces non-étatiques ont traditionnellement pris la forme d'affrontements entre groupes rebelles concurrents, mais il s'agit de plus en plus de conflits intercommunautaires. Cette forme de violence augmentera plus probablement en raison des pressions croissantes exercées sur les moyens de subsistance. Plus récemment, la montée de la violence sociopolitique sous la forme de protestations électorales et sociales s'est inscrite dans ces dynamiques — une tendance qui risque de perdurer dans le futur. La violence quotidienne est également due à la violence criminelle, qui n'a cessé d'augmenter sur le continent.

## **3) La diversification et la fragmentation des acteurs du conflit**

Les conflits en Afrique sont généralement caractérisés par l'implication d'une pléthore de groupes armés, qui sont sujets à des fréquentes reconfigurations et à des alliances changeantes. Beaucoup de ces groupes armés fragmentés sont souvent militairement faibles et manquent de cohésion, tout en étant extrêmement mobiles et adaptables. Cela signifie que moins d'Etats font face à des menaces existentielles de la part de groupes armés, c'est-à-dire que le risque que

le régime soit renversé par les rebelles est faible. Pourtant il existe un risque plus élevé de formes de violences prolongées qui sont difficiles à éradiquer, déjà compliquées par le déplacement des frontières géographiques des zones où les insurgés sont actifs. Des recherches récentes suggèrent que les activités des milices pourraient représenter jusqu'à un tiers des conflits récents sur le continent. Ce développement résulte de l'absence continue de l'Etat dans de nombreuses régions, un vide qui est exercé par les groupes locaux d'autodéfense.

Dans la perspective de 2025, l'évolution des conflits armés en Afrique dépendra des plusieurs facteurs. Il y a cependant trois tendances, qui seront particulièrement importantes pour façonner l'environnement de sécurité sur le continent africain et la capacité des Etats à gérer des défis de sécurité :

### **1) La professionnalisation des armées africaines**

Les armées africaines sont souvent mal équipées et mal entraînées et ainsi incapables de répondre efficacement aux défis de sécurité. Pourtant au cours des dix dernières années, les dépenses de défense ont systématiquement augmenté en Afrique<sup>4</sup>. Vu que parmi les Etats avec de grands budgets de défense figurent aussi des pays, qui ne sont pas actuellement en conflit ou qui ne sont pas autoritaires<sup>5</sup>, l'augmentation des dépenses de défense n'a pas seulement été motivé par des menaces sécuritaires, mais aussi par la volonté de moderniser et de professionnaliser leurs armées. Cependant, quand il s'agit d'un régime autoritaire confronté à l'instabilité politique, les armées plus professionnels signifient aussi une capacité accrue de répression et constituent un moteur de la violence future.

### **2) Le renforcement de la coopération régionale**

Malgré cette tendance à la modernisation et à la professionnalisation, les gouvernements africains continueront à dépendre des opérations

---

<sup>4</sup> Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses de défense en Afrique ont augmenté de 48% depuis 2007.

<sup>5</sup> L'Angola, le Botswana, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, la Namibie et le Zimbabwe figurent parmi le top 10 des pays les plus dépensiers de défense.

de paix multinationales et de l'aide militaire extérieure. On estime que 120 000 soldats de maintien de la paix ont été déployés sur le continent en 2015. Alors que les pays africains ont fourni plus de 60% des troupes pour ces missions de maintien de la paix, ils ont contribué moins de 0,5% aux budgets de ces opérations. L'engagement des pays africains à fournir des contingents aux missions de maintien de la paix devrait se poursuivre à l'avenir. Les Etats africains continueront également à assumer une direction plus directe de la gestion des conflits sur le continent par l'intermédiaire de l'Union africaine et des organisations sous-régionales, même si le succès de leurs efforts dépendra fortement de leur capacité de financer les opérations ainsi que le degré de la mise en œuvre réussie du programme de réforme de l'Union africaine en janvier 2017. Dans la perspective de 2025, la dépendance vis-à-vis de l'ONU pour la livraison des opérations de paix va probablement persister.

### **3) La diversification des acteurs de la sécurité externe**

Bien que l'UE, les pays européens et les Etats-Unis resteront des partenaires importants dans le domaine de la sécurité, de nouveaux acteurs sont susceptibles de rechercher une plus grande influence en Afrique. Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a vu une diversification de ses partenaires externes, principalement au niveau économique. En regardant vers l'avenir, nous sommes susceptibles de voir cette diversification se développer aussi dans l'arène de la sécurité avec l'augmentation de l'aide militaire des partenaires non traditionnels et l'expansion des bases militaires étrangères sur le continent. Les principaux partenaires de sécurité émergents sur le continent seront la Chine, l'Inde, la Turquie, la Russie, le Japon et les États du Golfe. Les sous-régions susceptibles d'être les plus touchées par ce développement sont l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest.

Le rôle de la Chine sera particulièrement important, ce qui motivera les rivaux asiatiques à accroître leur propre engagement, mais leur capacité à contester l'influence de la Chine sera limitée. Tout aussi remarquable est l'expansion de la coopération militaire de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et de la Turquie avec les pays d'Afrique de l'Est. Si le conflit yéménite reste non résolu et que les



tensions régionales dans le Golfe s'intensifient, l'Afrique de l'Est pourrait devenir une arène de concurrence entre ces pays.

## **L'extrémisme religieux comme un vecteur de la mobilisation violente**

La radicalisation et l'extrémisme violent sont généralement considérés comme une menace croissante pour la sécurité en Afrique. Les attentats terroristes, les morts et les déplacements liés aux actions violentes menées par les groupes djihadistes ont été de plus en plus fréquents, en particulier dans le vaste arc de crise, qui s'étend entre la mer Rouge et le golfe de Guinée. Il est ainsi fort probable que la religion, notamment les variantes salafistes-djihadistes de l'islam politique, continuera à jouer un rôle important dans la mobilisation politique violente dans les années à venir.

Cependant, la radicalisation et l'extrémisme violent sont des catégories générales, qui peuvent masquer plusieurs clivages politiques différents. En effet, les conflits religieux actuels en Afrique ne sont pas caractérisés seulement par l'affrontement entre la loi laïque et la charia, mais aussi par des tensions sectaires devenues violentes au Moyen-Orient (le conflit entre les sunnites et les chiïtes), des rivalités géostratégiques (l'Arabie saoudite contre le Qatar, la Turquie contre l'Égypte, le Maroc contre l'Algérie) ou des fractures entre les formes salafistes de l'islam sunnite et des Frères musulmans ou des ordres soufis.

En outre, un examen plus approfondi de ces divers phénomènes violents montre que l'islam n'est pas vraiment l'origine du processus, mais plutôt un champ de discorde, où l'enjeu principal est la légitimité politique. Par exemple, la rébellion sécessionniste touareg au Mali en 2012 a été essentiellement « détournée » par les djihadistes en utilisant la radicalisation comme un moyen de légitimation du combat. En effet, les groupes djihadistes sont capables de relier les conflits locaux et le rhétorique mondiale pour mobiliser les foules à leur cause. Les recherches sur le terrain montrent, que les recrues des groupes islamistes semblent être motivées par des inquiétudes purement locaux. Lorsqu'elles sont

interrogées sur leurs motivations, la majorité des recrues volontaires citent des raisons religieuses mais admettent, qu'elles n'ont pas lu ou ont peu ou pas de compréhension des textes religieux islamiques.

Les facteurs qui poussent les gens à rejoindre les rangs des djihadistes sont multiples, y compris les affinités ethniques et tribales, la transmission des droits et des privilèges et la distribution des ressources. Les dirigeants et les chefs, qui exercent un contrôle sur l'attribution des terres et d'autres ressources sont généralement accusés de toutes sortes de fraudes et de corruption. Leur impunité ostentatoire et leur enrichissement personnel nourrissent un sentiment d'injustice souvent considéré comme l'une des principales motivations des jeunes radicalisés.

Les organisations djihadistes exploitent facilement ces détresses et cooptent les demandes locales de protection, de redistribution et d'intégrité morale en encadrant la révolte contre les régimes néo-patrimoniaux corrompus soutenus par l'Occident dans le cadre de la lutte pour le djihad mondial. Les djihadistes insistent sur la rébellion contre les normes tribales, l'abandon des liens claniques et la lutte contre un ennemi déshonorant. Le salafisme se présente comme une doctrine, qui est fidèle aux aspirations indigènes, comme un retour à la rectitude morale et un rejet des valeurs et des pratiques étrangères imposées par la domination coloniale. Les islamistes proposent également des mécanismes de résolution des conflits simplifiés et «efficaces» par le biais de leurs tribunaux islamiques mobiles, qui font écho aux demandes locales d'une action rapide et à la fin de l'impunité. Ces messages anti-systémiques sont plus susceptibles de gagner du terrain dans les régions périphériques, où l'action de l'État en tant que fournisseur de biens publics est moins bien établie.

Le développement futur de la radicalisation et l'extrémisme violent dépendra de la réponse des États africains ainsi que des interventions et de l'assistance internationale. Les États africains touchés par ce phénomène coopèrent de plus en plus entre eux, en coordonnant leurs systèmes de justice pénale, en renforçant leurs capacités militaires et en lançant des mesures préventives contre la radicalisation. Cette approche reflète leur conviction croissante, que les réponses militaires ne suffisent pas pour gagner la lutte contre l'extrémisme violent.

La (ré)-institutionnalisation de l'islam est une tendance évidente, qui risque fort de se développer. En d'autres termes, les Etats cherchent à prendre le contrôle de la pratique religieuse, souvent sous influence étrangère explicite (par exemple le Maroc ou l'Arabie saoudite). Il reste important de contenir et empêcher le djihadisme de se croiser avec d'autres clivages dans la société, qu'ils soient ethniques, tribaux, linguistiques ou sectaires.

La manière dans laquelle les Etats vont gérer les secteurs stratégiques, tels que l'éducation et la justice, sera d'une importance cruciale. Les injustices locales doivent être résolues par les initiatives inclusives de développement économique et des politiques anticorruption, qui limitent au moins les formes les plus flagrantes de recherche de rentes par les élites. Bien que les initiatives de lutte contre la radicalisation soient plus susceptibles d'être adoptées au niveau national, nous assisterons à des efforts bilatéraux et régionaux d'aide extérieure dans le domaine de la lutte antiterroriste. Cela pourrait ouvrir la voie à une «africanisation de la gestion des conflits», comme déjà illustré par la force du G5 Sahel.

## **L'explosion démographique de la jeunesse**

La population africaine de 1,2 milliard est la plus jeune du monde et grandit au rythme le plus rapide. Plus de 40% des Africains ont moins de 15 ans et 20% d'eux ont entre 15 et 24 ans. D'ici 2050, un tiers de la jeunesse mondiale vivra en Afrique. Cette croissance sera pourtant inégale à travers le continent : tandis que les pays d'Afrique australe et du Nord se caractérisent par un ralentissement de la croissance de la population jeune, les pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est connaîtront une forte augmentation de la jeunesse.

Le progrès dans les soins de santé a augmenté l'espérance de vie et baissé des taux de mortalité infantile et juvénile. Les taux de fécondité devraient également diminuer à mesure que le bien-être socio-économique augmente, mais avec un décalage temporel. Le résultat est une période intérimaire de croissance rapide de la population, appelée « une explosion démographique de la jeunesse ».

De nombreux pays africains connaissent également une forte période d'urbanisation, mais les modèles d'urbanisation standard basés sur l'industrialisation des villes ne correspondent pas aux tendances africaines. Les pays africains s'urbanisent à des niveaux de revenu beaucoup plus bas par rapport à l'Asie de l'Est et à l'Amérique latine, tout en connaissant une baisse des niveaux de la production industrielle et de faibles niveaux d'investissement dans les infrastructures. La jeunesse croissante peine à trouver l'emploi et les taux de chômage dans les zones urbaines africaines restent élevés.

Le chômage généralisé des jeunes en Afrique menace de compromettre la stabilité sociale et politique et rend les jeunes particulièrement vulnérables à la radicalisation. Il n'est cependant certain que cette « explosion démographique de la jeunesse » conduise à une vague de rébellion. Elle est seulement susceptible de déclencher la révolution lorsqu'il est couplé avec d'autres facteurs d'inégalité accrue et d'exclusion politique.

L'éducation est un défi étroitement lié à l'explosion de la jeunesse. Selon la Banque africaine de développement, il y a eu une surproduction de diplômés de l'enseignement supérieur par rapport à ce que le marché du travail peut absorber en Afrique du Nord et en Afrique australe. En fait, il y a un double problème dans le marché d'emploi : tandis que les personnes hautement qualifiées n'ont pas de travail, il existe une pénurie de compétences intermédiaires. Il est bien probable que de nombreuses économies africaines ne créeront pas suffisamment d'emplois formels pour absorber la plupart des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Cela signifie que ce sont les secteurs informels qui absorberont plus de jeunes. Pour cette raison, le secteur informel devrait devenir la « nouvelle normalité » au cours de la prochaine décennie.

De plus, la migration de main d'œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique deviendra beaucoup plus régulière. Actuellement, environ 80% des migrations africaines ont lieu sur le continent et la migration intercontinentale en provenance d'Afrique est faible selon les normes internationales. Mais la migration externe s'est accélérée ces dernières années et devrait encore augmenter. Les gouvernements devront réfléchir à des modèles de migration circulaire, qui ne permettent pas seulement la fuite des cerveaux, mais qui sont conçus pour fournir des arrangements bénéfiques aux deux continents concernés.

*« L'explosion démographique de la jeunesse » n'est donc pas une fatalité : elle peut conduire à l'instabilité politique mais aussi à la croissance économique, si les gouvernements africains sont capables de créer un bon environnement politique pour profiter de la jeunesse de population. L'intégration de la jeunesse africaine sur le marché du travail reste néanmoins un défi énorme, qui nécessite un partenariat régional et international. Cet objectif pourra être atteint à travers des investissements dans la santé, l'éducation et l'accès à la technologie, au capital et aux opportunités. Également importants sont des voies d'intégration socioculturelle, qui permettent aux jeunes d'atteindre l'âge adulte dans la société. Dans un monde où les jeunes s'efforcent d'être reconnus comme des adultes contribuant à la société, le rôle de la compréhension culturelle de la jeunesse ne doit pas être négligé.*

## **Les modèles divergents de la croissance de l'inégalité**

Les pronostics de la croissance économique de l'Afrique oscillent entre le discours « *Africa Rising* » et celui de « *Africa Declining* »<sup>6</sup>. Pour un continent hétérogène de 54 pays, dont 48 pays d'Afrique subsaharienne, tels slogans ne parviennent pas à capter la complexité du paysage économique de l'Afrique. Un examen plus attentif des projections de croissance économique montre une Afrique, qui n'est ni en hausse ni en baisse, mais une Afrique qui diverge au cours des 20 prochaines années - avec des groupes d'États africains, qui se présentent à des rythmes différents et avec des inégalités différentes.

L'Afrique subsaharienne reste en marge de l'économie mondiale, représentant environ 3% du commerce mondial, accueillant 34 des 48 pays les moins avancés du monde et handicapée par un manque de

---

6 La phrase en anglais « *Africa Rising* » était lancée par le journal *the Economist* le 3 décembre 2011. Traditionnellement sceptique sur l'Afrique — il avait qualifié auparavant l'Afrique comme un « continent sans espoir » — le journal a changé son discours et publié une couverture avec le titre « *Africa Rising* ». Ce changement a suscité un vif débat sur l'avenir de l'Afrique.

compétitivité ou de diversification économique. La performance économique de l'Afrique, exprimée en termes de croissance du PIB par habitant, est inférieure de moitié à celle des économies sud-asiatiques, tandis que l'Afrique a plus du double du nombre de chômeurs. De nombreux pays africains restent très dépendants de l'agriculture pluviale et des exportations de matières premières et sont vulnérables aux chocs extérieurs.

Il y a cependant de bonnes nouvelles aussi ! La croissance économique devrait toujours rester rapide dans les années à venir. Actuellement l'Afrique est la deuxième région du monde quant à la rapidité de croissance et la population africaine grandit à un rythme accéléré : elle atteindra 1,7 milliard en 2030 et 2,5 milliard en 2050. La pauvreté continuera à diminuer dans de nombreuses régions d'Afrique au cours des prochaines décennies, mais le Rapport sur la richesse en Afrique de 2017 montre la variabilité croissante de la répartition des richesses en Afrique. Jusqu'ici, l'Afrique subsaharienne a enregistré les plus hauts niveaux d'inégalité dans le monde. Une telle inégalité entrave la stabilité macroéconomique et la croissance. Malheureusement, au cours des 15 dernières années de forte croissance en Afrique subsaharienne, l'inégalité des revenus est restée globalement inchangée.

Le nombre de personnes fortunées augmente en Afrique. Un nombre croissant de ménages à revenu élevé — représentant 6% de la population de l'Afrique et 24% de ses dépenses de consommation — sera actif d'ici 2025, mais il reste à voir s'ils contribuent de manière significative à la croissance de leur économie. Les données montrent, que même si les Africains ordinaires investissent en Afrique, ce n'est pas le cas parmi les Africains les plus riches. Avec l'urbanisation croissante, il y aura une augmentation spectaculaire de la demande de logements et de meilleures infrastructures urbaines. La consommation et les dépenses des ménages augmentent et pourraient atteindre 5,6 billions de dollars d'ici 2025 selon le McKinsey Global Institute. D'ici à 2025, 15% de la croissance des dépenses de consommation en Afrique sera au Nigeria, avec une consommation concentrée dans un pool de 75 villes à travers l'Afrique. Un schéma économique de piliers de croissance, entouré par des bassins de pauvreté, semble probable.

L'Afrique a besoin d'investissements, mais alors que l'Afrique compte 15% de la population mondiale, elle ne reçoit que 4,4%

de l'investissement direct étranger. Il existe un certain nombre de contraintes communes aux entreprises, notamment un accès limité au financement de taille moyenne pour les petites et moyennes entreprises (PME), des infrastructures médiocres (notamment l'électricité et les routes), une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la corruption.

La mauvaise gouvernance et la capture des ressources économiques par les élites ont brisé la croissance inclusive et contrecarré la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Quelques pays africains comme l'Éthiopie et le Rwanda ont tenté de reproduire le succès du modèle asiatique de l'État dur. Il est peu probable que d'autres pays d'Afrique subsaharienne suivent cette voie au cours de la prochaine décennie, et les économies éthiopienne et rwandaise seront de plus en plus confrontées à des défis alors que d'autres sociétés plus ouvertes deviendront plus compétitives.

La bonne gouvernance est fortement liée au commerce via la fiscalité, qui est au cœur du contrat social entre le gouvernement et le peuple — un moteur de responsabilité — mais dans une grande partie de l'Afrique les gouvernements n'élèvent que de faibles volumes d'impôts. Dans de nombreux cas les revenus fiscaux sont dominés par les rentes de ressources, qui sont susceptibles aux fortes fluctuations des prix des matières premières. Et l'exportation des ressources naturelles continuera à jouer un rôle important dans les économies africaines au cours des prochaines décennies.

En effet, un des principaux obstacles à l'expansion des économies africaines est la sous-performance persistante du secteur manufacturier. Un débat est en cours pour savoir si les États africains peuvent sortir durablement de la pauvreté sans industrialisation. Des pays comme le Ghana et le Kenya ont montré comment, en adoptant des changements technologiques accélérés, ils essaient de sauter des étapes dans le développement économique. Des Africains mieux éduqués et techniquement compétents devraient être en mesure de contribuer à création d'entreprises émergentes de nouvelle technologie.

## L'épuisement des ressources et la pression foncière

L'Afrique est riche en ressources naturelles de tous types, avec suffisamment d'eau, de terre, de minéraux et de sources d'énergie pour répondre à tous les besoins du continent dans les décennies à venir. Cependant, la question reste ouverte de savoir si ces ressources seront développées de manière durable ou si les avantages économiques, qu'elles peuvent procurer, seront équitablement répartis. En plus, il existe des différences sous-régionales dans la durabilité des ressources. En ce qui concerne l'eau douce par exemple, la Banque mondiale estime que les pays africains utilisent environ 2% de leurs ressources renouvelables, ce qui est bien en dessous de la moyenne mondiale de 5%. Cependant, la moyenne continentale masque le fait qu'un certain nombre de pays d'Afrique du Nord et de l'Est surexploient leurs ressources en eau douce. De plus, une croissance démographique rapide, un climat aride et une mauvaise gestion de l'eau augmentent la pénurie d'eau dans ces pays.

En ce qui concerne la terre, près de 26% des terres de l'Afrique subsaharienne étaient couvertes de forêts en 2014 (contre 38% de l'UE et 34% des États-Unis), et contrairement aux régions développées, où le couvert forestier a augmenté dans les derniers temps, le couvert forestier africain continuera à baisser en raison de l'expansion de l'agriculture, l'exploitation forestière illégale, la collecte de bois secs de chauffage et les feux de brousse.

En effet, l'agriculture reste le secteur dominant pour l'emploi et la sécurité alimentaire en Afrique<sup>7</sup>. En 2014, environ 42% des terres de l'Afrique subsaharienne étaient consacrées à l'agriculture, contre 38% dans le monde. La terre africaine intéresse aussi les investisseurs étrangers, car près de la moitié des terres cultivables pas encore en utilisation du monde se trouve en Afrique subsaharienne. La location ou l'achat de

---

<sup>7</sup> Les tendances dans l'agriculture sont particulièrement importantes étant donné que plus de 60% de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans les zones rurales. Ainsi, bien que l'urbanisation progresse rapidement en Afrique, une grande partie de sa population sera encore rurale pour les décennies à venir.



terres par des propriétaires étrangers peut pourtant constituer un avantage discutable, car cela peut accroître la concurrence pour la terre et à des conflits avec la population locale. Ces achats sont souvent étiquetés de façon dérisoire comme des «accaparements de terres». En plus, la production agricole africaine souffre d'une faible productivité. L'amélioration de la sécurité alimentaire figure parmi les priorités des gouvernements africains, mais la Banque africaine de développement (BAD) estime toujours, que les importations alimentaires nettes des pays africains devraient passer de 35 milliards de dollars en 2015 à plus de 110 milliards de dollars en 2025.

Pendant la période de 2000 à 2014, de nombreux pays africains ont bénéficié des prix élevés des ressources naturelles. Maintenant, la fin du boom se reflète dans la baisse des investissements directs étrangers. Cette baisse s'accompagne des changements dans les tendances d'investissement de capitaux. Pendant que les investissements dans le secteur des ressources ont diminué, les investissements en Afrique sont de plus en plus axés sur les secteurs de l'industrie et des services.

Cette tendance reflète la croissance économique en Afrique, et dans les dernières années, la demande de ressources naturelles provient de plus en plus de l'Afrique elle-même. À mesure qu'un nombre croissant de ménages gravissent les échelons du développement, leur empreinte écologique augmente en raison de régimes alimentaires améliorés, d'un niveau plus élevé de consommation et d'une utilisation accrue de l'électricité et d'autres sources d'énergie. La croissance économique créera des pressions écologiques, mais il est probable, que ces contraintes seront jugées relativement acceptables par les gouvernements et par une grande partie de la population tant que le développement économique progresse rapidement. Il reste à voir si les gouvernements nationaux intégreront les questions environnementales dans leurs plans de croissance économique.

Déduisant de ce qui s'est passé dans d'autres parties du monde pendant une période de forte croissance économique (notamment la Chine), il ne semble pas probable, que l'Afrique choisisse une voie de développement durable. Vu que les problèmes économiques, comme la réduction de la pauvreté, restent prioritaires, les Etats africains sont tentés de poursuivre le développement économique le plus rapide possible sans y

intégrer des efforts pour l'utilisation durable des ressources. Cependant, ce scénario pourrait changer en fonction de trois facteurs, dont chacun variera considérablement à travers le continent :

- 1) Le rythme du changement technologique mondial :** Les technologies vertes d'énergie, de transport et d'industrie, deviennent-elles vite disponibles à des prix abordables pour que les pays africains pourraient éviter certaines d'erreurs et de pollution des pays développés ?
- 2) Les tendances démographiques :** La consommation africaine, accroîtra-t-elle trop vite par rapport au changement technologique annulant les effets positifs du progrès technologique ?
- 3) L'évolution de la gouvernance des ressources :** Avec quelle rapidité les questions environnementales et les préoccupations en matière de durabilité deviennent de véritables priorités pour les citoyens et les gouvernements africains ?

## Conclusion

Dans la perspective de la décennie à venir, les pays africains devront faire face à diverses transformations sociopolitiques, économiques et sécuritaires, qui présentent aussi bien des opportunités que des risques. Par exemple, l'explosion de la jeunesse ne conduit pas inévitablement à une augmentation des troubles et de la violence et la mobilisation religieuse ne conduit pas nécessairement à l'extrémisme violent. En outre, un bon nombre des tendances discutées ici sont étroitement liées de l'un à l'autre ; agir dans un domaine est susceptible d'avoir des répercussions sur d'autres tendances !

Nous pourrions pourtant identifier trois facteurs, qui seront déterminants pour la réussite des pays africains dans leurs efforts à gérer ces défis :

- 1) La coopération régionale :** Plusieurs tendances présentées dans ce rapport ont des dimensions transnationales. Le développement des réponses efficaces nécessitera une coopération plus étroite entre les

pays africains, que ce soit à travers les institutions formelles existantes ou des arrangements plus ponctuels.

**2) L'inclusion sociale :** Relever le défi de la redistribution pour s'attaquer à la polarisation économique et à la marginalisation de larges couches de la population est particulièrement importante car les inégalités recoupent souvent les marqueurs ethno-nationaux, religieux et de genre, alimentant l'instabilité sociale et politique, la faible résilience et la grande fragilité institutionnelle.

**3) La capacité de gouvernance :** Le rapport a montré que la gouvernance médiocre ou inadéquate est en partie à l'origine des tensions liées à l'épuisement des ressources, à la montée de l'extrémisme violent et aux autres problèmes de sécurité. En même temps, la capacité de gouvernance influera fortement sur la capacité des pays à gérer les défis posés par les six tendances identifiées dans ce rapport.

## Bibliographie

- AfrAsia Bank, *Africa Wealth Report 20* avril 2017, <http://www.afrasiabank.com/media/180012/africa-wealth-report-2017.pdf>
- African Union and Symantec, *Cyber Crime and Cyber Security Trends in Africa*, 2016.
- Afrobarometer, *Do Africans Still Want Democracy?*, Policy Paper no. 36, November 2016.
- AUCOIN Ciara et SCHÜNEMANN Julia, *African Urban Futures*, African Futures Paper no. 20, Institute of Security Studies, Pretoria, November 2016.
- BEKOE Dorina, *Voting in Fear: Electoral Violence in Sub-Saharan Africa*, Washington, DC: United States Institute for Peace, 2012.
- CACHALIA Raeesah Cassim, SALIFU Uyo et NDUNG'U Irene, *The dynamics of youth radicalisation in Africa – reviewing the current evidence*, Institute for Security Studies Papers no. 296, 2016.
- CEBALLOSA Gerardo, EHRLICH Paul R. et DIRZOB Rodolfo, « Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signalled

- by vertebrate population losses and declines », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 114, no. 30, 2017.
- CHEESEMANN Nic, *Democracy in Africa. Successes, Failures, and the Struggle for Political Reform*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015
- CHUTER David et GAUB Florence, *Understanding African Armies*, EUISS Report no. 27, April 2016.
- CILLIERS Jakkie, HUGHES Barry et MOYER Jonathan, *African Futures 2050*, ISS Monograph 175, Institute of Security Studies, Pretoria, January 2011.
- DELLA PORTA Donatella et LAFEE Gary, « Guest editorial: Processes of radicalization and de-radicalization », *International Journal of Conflict and Violence*, vol. 6, no.1, 2012
- DEVARAJAN Shanta Devarajan, *Africa's Statistical Tragedy*, le blog de World Bank, « Africa Can », <http://blogs.worldbank.org/africa-can/africa-s-statistical-tragedy> 10 juin 2011.
- DOUMBAYA Alkaly et al., « Assessing the Effectiveness of Monitoring Control and Surveillance of Illegal Fishing: The Case of West Africa », *Frontiers in Marine Science*, March 2017.
- GEDDES Barbara, WRIGHT Joseph et FRATZ Erica, *Autocratic Regime Data*, <http://sites.psu.edu/dictators/>, 2014.
- GOEMANS Hein, GLEDITSCH Kristien Skrede et CHIOZZA Giacomo, *Archigos: A Database of Political Leaders*, <http://privatwww.essex.ac.uk/~ksg/archigos.html> 2016
- HONWANA Alcinda, *The Time of Youth: Work Social Change and Politics in Africa*, Sterling, VA: Kumarian Press, 2012
- (2013), *Youth and Revolution in Tunisia*, London: Zed Books.
- International Monetary Fund, « Sub-Saharan Africa: Dealing with the Gathering Clouds », *IMF Regional Economic Outlook 2015*.
- International Union for the Conservation of Nature, *Overfishing threatens food security off Africa's western and central coast*, January 2017.
- ISMAIL Olawale, « Radicalisation and violent extremism in West Africa: implications for African and international security », *Conflict, Security & Development*, vol. 13, no.2, 2013
- KENDALL-TAYLOR Andrea et FRANTZ Erica, « When Dictators Die », *Journal of Democracy*, vol. 27, no. 4, 2016.

- MCGREGOR Andrew, « The Fulani Crisis: Communal Violence and Radicalization in the Sahel », *CTC Sentinel*, February 2017.
- McKinsey Global Institute, *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*, 2010.
- (2016) *Lions on the Move II: Realizing the Potential of Africa's Economies*.
- Mo Ibrahim Foundation, *A Decade of African Governance, 2006-2015*. Index Report 2017.
- NOLTE Kerstin, CHAMBERLAIN Wytske et GIGER Markus, *International Land Deals for Agriculture. Fresh insights from the Land Matrix: Analytical Report II*, Centre for Development and Environment, University of Bern; Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Montpellier; German Institute of Global and Area Studies, Hamburg; University of Pretoria; Bern Open Publishing, 2016.
- OGHARANDUKU Victor Ikechukwu, « Violent Extremism and Grievance in Sub-Saharan Africa », *Peace Review*, vol. 29, no. 2, 2017
- RALEIGH Clionadh « Pragmatic and Promiscuous: Explaining the Rise of Competitive Political Militias Across Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 60, no. 2, 2016
- RESNICK Danielle et THURLOW James, *African Youth and the Persistence of Marginalization: Employment, politics, and prospects for change*, Abingdon: Routledge, 2015.
- ROCLSTRÖM Johan et al., « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, no. 2, 2009
- STEFFEN Will et al., « Planetary Boundaries: Guiding human development on a changing planet », *Science*, vol. 347, no. 6223, 2015
- STRAUSS Scott (2012), « Wars do End! Changing Patterns of Political Violence in sub-Saharan Africa », *African Affairs*, vol. 111, no. 443.
- THOMPSON Henry et al., *Growing Businesses of Scale in Sub-Saharan Africa: Job Creation, Innovation and Industrialization*, Research Paper, The Royal Institute of International Affairs, 2017.
- TULL Denis M. et SIMONS Claudia, « The Institutionalisation of Power Revisited: Presidential Term Limits in Africa », *Africa Spectrum*, vol. 52, no. 2, 2017

- UK Ministry of Defence, *Strategic Trends Programme: Regional Survey – Africa Out to 2045*, Developments, Concepts, and Doctrine Centre, 2016
- United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report 2017. Investment and the Digital Economy*, Geneva
- United Nations Department of Economic and Social Affairs, *World Population Prospects: the 2017 Revision*, 2017
- United Nations Development Programme in Africa, *The Journey to Extremism in Africa: Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment*, 2017.
- WILLIAMS Paul D., « Continuity and Change in War and Conflict in Africa », *Prism*, vol. 6, no. 4, 2017
- WILLIAMS Stephen (2017), « Africa's Youth: The African Development Bank and the demographic dividend », *New African*.
- Stockholm International Peace Research Institute, *Military Expenditure Database*, <https://www.sipri.org/databases/milex>, 2017.
- Wood Mackenzie, « Sub Saharan Africa Upstream Overview », *Upstream Oil and Gas Insight*, September 2016.
- World Bank, *Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness*, 2013
- World Bank, DataBank – Agriculture and water data, <http://databank.worldbank.org/data/home.aspx>, 2017.